

Baromètre Grant Thornton des PME-ETI

L'automne meurtrier pour la confiance des dirigeants PME-ETI

L'emploi à l'arrêt, une première depuis cinq ans

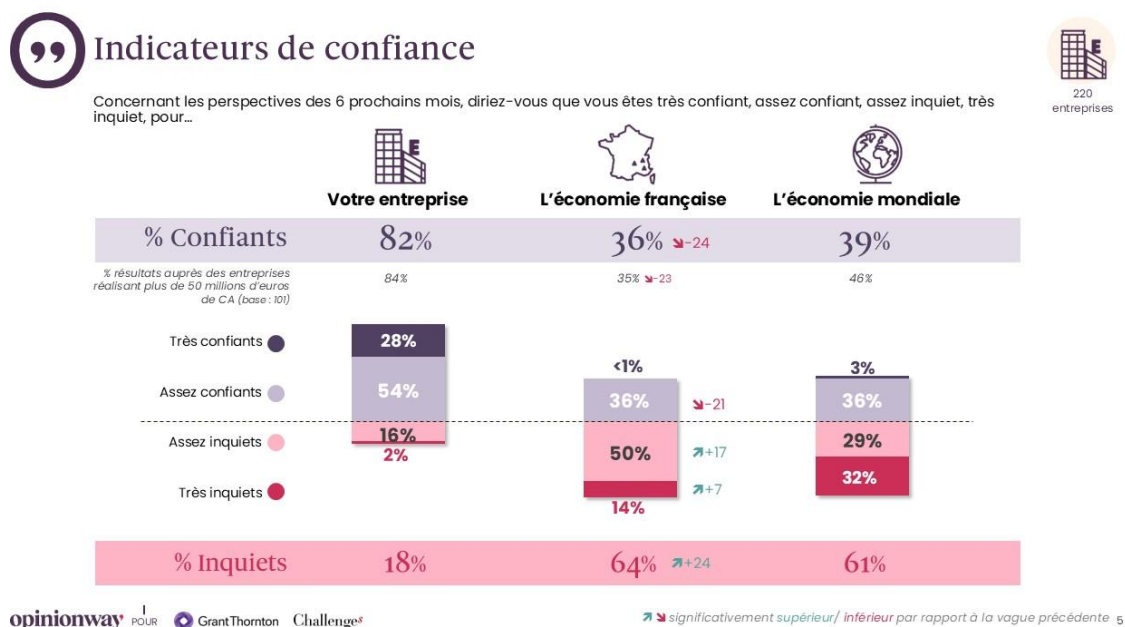
16 octobre 2025 _ Grant Thornton, groupe d'audit et de conseil, présente ce jour les résultats de son **Baromètre des PME-ETI**. Cette étude a été réalisée du **17 septembre au 2 octobre 2025**, auprès de 220 dirigeants d'entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 20 millions d'euros, par l'Institut Opinionway, en partenariat avec le magazine Challenges.

Adam Nicol, Président de Grant Thornton, déclare : « Après un été et une rentrée 2025 sous le signe de l'optimisme, la confiance des dirigeants de PME-ETI s'est brutalement érodée à l'automne, conséquence de l'instabilité chronique de la situation politique. Les chefs d'entreprise font preuve de résilience, mais leur visibilité économique s'assombrit dans un contexte politique mouvant. Retrouver stabilité et cohérence dans l'action publique sont pour eux les clés du retour à la confiance. Il s'agit d'une condition indispensable à la reprise de l'emploi et l'investissement dans les ETI et les PME de croissance ».

Un automne meurtrier pour la confiance dans l'économie française

Après une rentrée marquée par un regain d'optimisme, les secousses du climat politique français ont effacé les progrès enregistrés dans la confiance des dirigeants de PME et d'ETI.

Jusqu'ici rassurés par quelques signaux économiques positifs : léger repli de la dette publique, rebond modeste de la croissance... Les dirigeants voient désormais leur confiance dans l'économie nationale chuter de 24 points, pour tomber à 36 %. Un niveau désormais inférieur à celui accordé à l'économie mondiale (39 %) : une inversion rare, mais qui tend à se répéter au rythme des turbulences politiques françaises, devenues récurrentes.



Si les résultats de septembre ne reflétaient pas encore les effets de la motion de censure ayant renversé François Bayrou, la vague d'octobre traduit clairement l'installation d'un climat d'incertitude en France, qui pèse lourdement sur le moral des chefs d'entreprise.

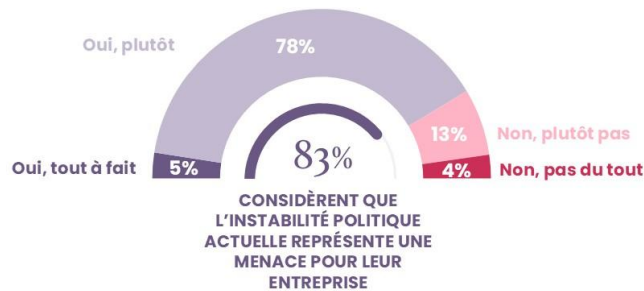
Les secteurs de l'industrie (-28 points, 28 %) et des services (-19 points, 34 %) se montrent particulièrement sensibles à ce contexte. Malgré une consommation en recul, le commerce reste, pour l'instant, relativement préservé (48 %, contre 50 % en septembre).

En octobre, 83 % des dirigeants estiment que la situation politique française constitue une menace directe pour leur activité, dont 5 % la jugent « très aiguë » et ce, avant même l'annonce de la démission express du gouvernement Lecornu, survenue après la collecte des données. On peut donc s'attendre à une nouvelle baisse de confiance lors de la prochaine enquête.



Impact de l'instabilité politique sur les entreprises

Globalement, considérez-vous que l'instabilité politique actuelle représente une menace pour votre entreprise ?



Autre signe préoccupant : 51 % des dirigeants d'ETI qualifient d'incertaine la visibilité sur leur activité d'ici à la fin de 2025. Beaucoup adoptent une posture d'attente, avançant avec prudence, partagés entre un optimisme mesuré et une inquiétude croissante.



Visibilité des entreprises d'ici fin 2025

Dans le contexte actuel, comment qualifieriez-vous la visibilité dont vous disposez pour piloter l'activité de votre entreprise d'ici la fin de l'année 2025 ?



Le retour des inquiétudes politiques

En début d'année, les dirigeants s'inquiétaient déjà de la situation nationale, marquée par la censure du gouvernement Barnier et le rejet du budget 2025. Leurs principales préoccupations concernaient alors l'instabilité politique (67 %) et budgétaire (63 %).

Au second semestre, ces sujets avaient reculé, supplantés par de nouvelles sources d'anxiété chez les patrons : les tensions géopolitiques (71 %), la conjoncture internationale (70 %) et les incertitudes réglementaires (70 %), dans un climat tendu par les négociations sur les droits de douane américains.

Mais la nouvelle séquence politique (nomination d'un Premier ministre sans gouvernement, menace de censure) a ravivé les craintes : l'instabilité politique remonte à 74 % (+31 points) et la préoccupation budgétaire reste élevée (63 %). Ces facteurs sont perçus comme des menaces directes pour l'activité, avant même la démission de Sébastien Lecornu, intervenue après l'enquête terrain.



L'emploi en panne : une première depuis 2020

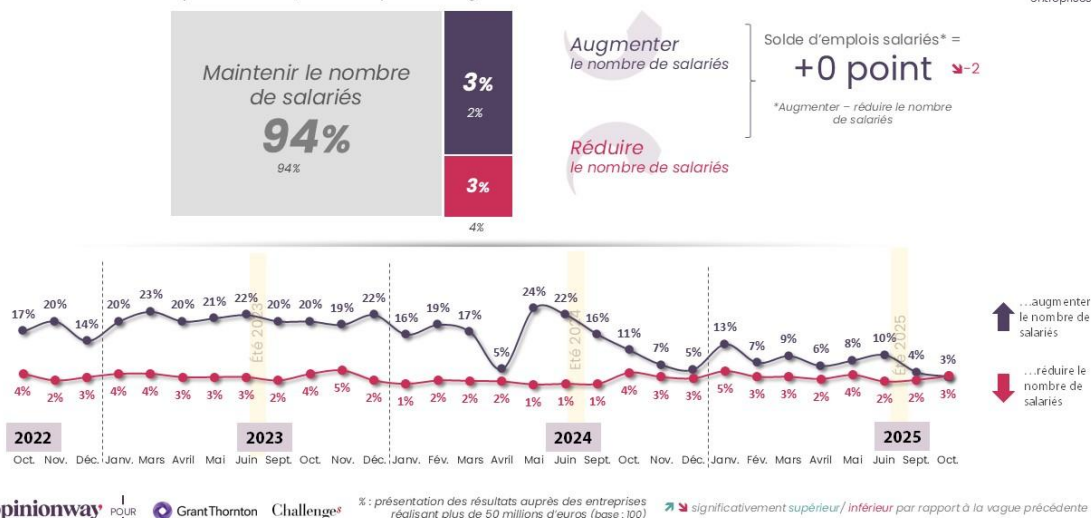
Les intentions de recrutement reculent encore d'un point pour s'établir à 3 %, leur plus bas niveau depuis novembre 2020, en pleine crise sanitaire. Un repli inédit qui traduit la prudence des dirigeants : 94 % préfèrent stabiliser leurs effectifs en attendant une meilleure visibilité économique et politique.

Les réductions d'effectifs progressent légèrement, atteignant 3 %. Le solde d'emploi* tombe ainsi à zéro, une première depuis près de cinq ans.

Prévisions de l'évolution de l'emploi salarié à 6 mois

Au cours des 6 prochains mois, votre entreprise envisage-t-elle de...

220 entreprises



La stabilité, priorité absolue

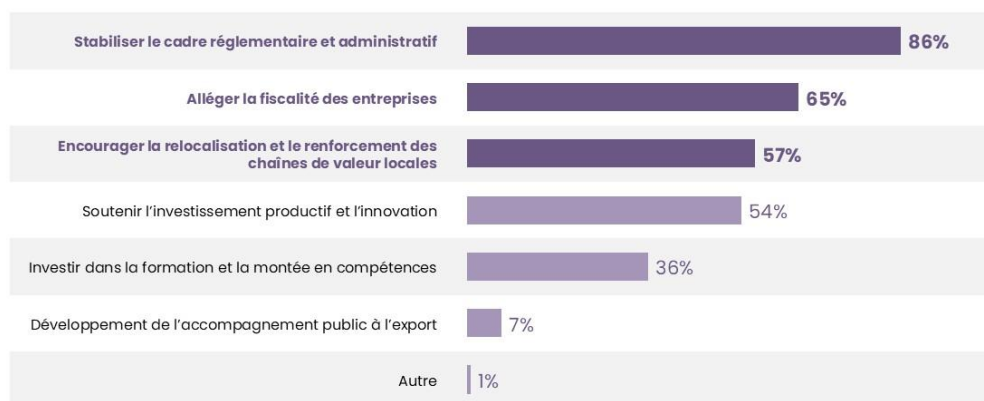
Face à cette succession de crises, les dirigeants réaffirment leurs priorités : la stabilité réglementaire et législative (86 %) et la baisse de la fiscalité des entreprises (65 %). Beaucoup souhaitent aussi renforcer les chaînes d'approvisionnement locales (57 %), en réponse aux tensions commerciales récentes. Seuls 7 % plaident pour davantage d'aides à l'export.

Ces attentes traduisent une quête de prévisibilité au sein des ETI, condition essentielle pour se projeter à nouveau avec confiance et sérénité.

Les leviers pour sécuriser la compétitivité des entreprises

Face à ces instabilités, quels leviers vous semblent prioritaires pour sécuriser la compétitivité de votre entreprise ?

100 entreprises

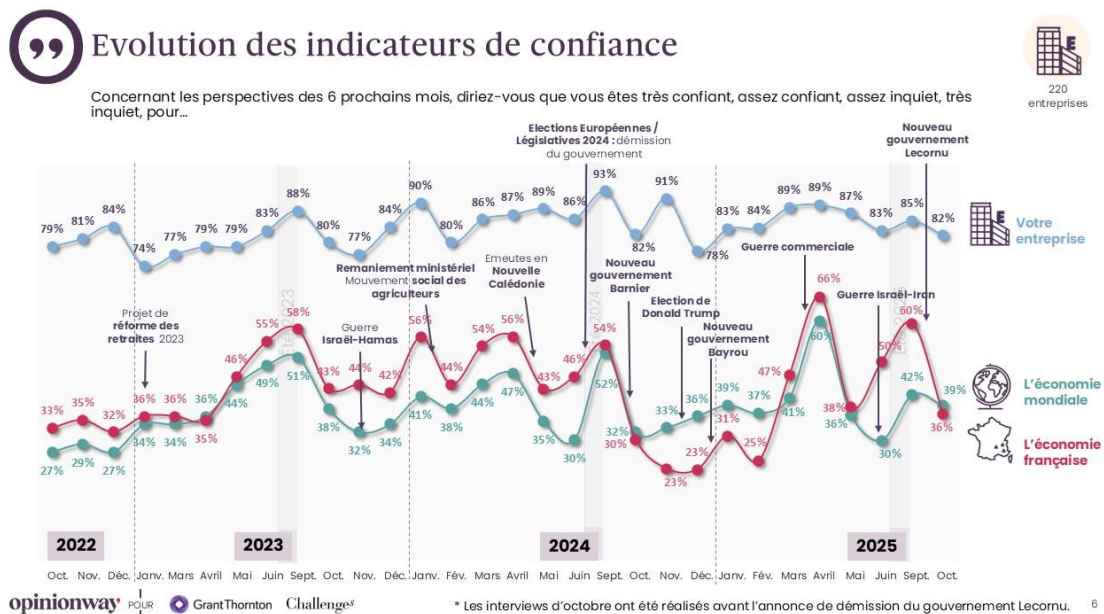


Nombre moyen : 3,1

Des dirigeants encore confiants dans leur propre entreprise

Malgré ce climat tendu, la confiance des dirigeants dans leur propre entreprise reste élevée : 82 % (-3 points) se disent confiants, un niveau supérieur au seuil des 80 % maintenu depuis le début de 2025. Cela témoigne à la fois de la résilience des entreprises françaises et du poids croissant de l'incertitude politique sur leur perception.

Depuis deux ans, chaque baisse ponctuelle de confiance coïncide avec une séquence de remaniement gouvernemental, confirmant le rôle déstabilisateur du contexte politique. Mais ce phénomène ne sape pas pour autant le socle d'optimisme : la prudence progresse, sans que les PME-ETI basculent dans le pessimisme.



L'économie mondiale en pause

La confiance dans l'économie mondiale recule légèrement à 39 % (-3 points). L'accord sur les droits de douane américains a contribué à apaiser les tensions et à stabiliser les perspectives. Le commerce, jusque-là prudent, retrouve des couleurs (46 %, +20 points). À l'inverse, l'industrie-construction, auparavant plus optimiste, voit sa confiance retomber à 35 %, signe d'une volatilité persistante face à un environnement mondial incertain.

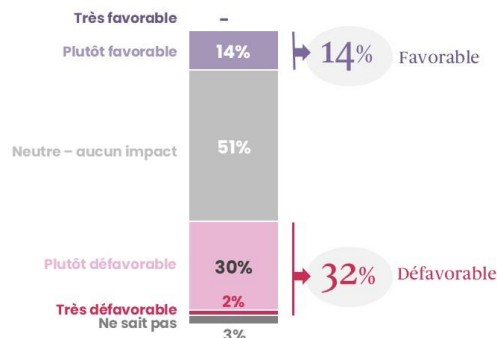
Un projet de loi de finances au retentissement limité

Enfin, 51 % des dirigeants estiment que le projet de loi de finances 2026 n'aura pas d'impact sur leur activité. Parmi ceux qui anticipent un effet, la perception reste majoritairement négative (32 % contre 14 % positifs). Ce désintérêt traduit une forme de détachement vis-à-vis des orientations budgétaires nationales, dans un contexte où la confiance demeure fragile.



Impact du Projet de Loi de Finances sur l'activité

Selon vous, le Projet de Loi de Finances (PLF) 2026 en préparation devrait avoir sur votre activité, un impact plutôt...



Méthodologie : étude quantitative réalisée du **17 septembre au 2 octobre 2025** auprès d'un échantillon de **220 dirigeant(e)s d'entreprises** (PDG, DG, DAF ...) dont le chiffre d'affaires est supérieur à 20 millions d'euros. Les questions d'actualité ont été posées uniquement aux dirigeants dont le CA est supérieur à 50 M€.

La représentativité de l'échantillon a été assurée par un redressement sur les données de **secteurs d'activité** et de **taille salariale**. L'échantillon a été interrogé par **téléphone sous système CATI** par le partenaire **Ariane Etudes**.

Pour plus d'informations, contactez :

Agnès de Ribet

Directrice nationale du Marketing
et de la Communication
T 01 41 25 86 72
E agnes.deribet@fr.gt.com

Mathieu Ferrie

Responsable Relations Presse
et Partenariats
T 01 41 25 90 67
E mathieu.ferrie@fr.gt.com

À propos de Grant Thornton France

Grant Thornton, groupe *leader* d'Audit et de Conseil, rassemble en France 2800 collaborateurs dans 24 bureaux, en se positionnant sur 4 métiers : Audit, *Accounting & Reporting Solutions*, Conseil et Conseil Juridique et Fiscal.

Grant Thornton accompagne les grands groupes, ETI et PME de croissance pour leur permettre de libérer leur plein potentiel, via une expertise à très haute valeur ajoutée qui conjugue envergure internationale et proximité locale.

Les membres de Grant Thornton International Ltd constituent l'une des principales organisations d'Audit et de Conseil à travers le monde. Chaque membre du réseau est indépendant aux plans financier, juridique et managérial. <http://www.grantthornton.fr/>

À propos de Grant Thornton International Limited

Grant Thornton International Ltd, groupe *leader* d'Audit et de Conseil, est un réseau intégré et indépendant, rassemblant plus de 73 000 collaborateurs dont 4000 associés implantés dans 145 pays. La puissance de l'organisation internationale permet de mobiliser des équipes multiculturelles et de répondre aux problématiques des clients de manière globale, garantissant ainsi les mêmes standards de qualité, de *risk management*, de *process* et d'excellence, partout dans le monde.

<https://www.grantthornton.global/en/>